

# Déboisements et organisation sociale sur un front pionnier en Amazonie brésilienne

Jacky Picard\*

L'Amazonie brésilienne représente une superficie d'environ 5 millions de kilomètres carrés, soit davantage que l'ensemble des pays d'Europe Occidentale. Sur ce total, les formations végétales forestières (forêts denses humides et forêts de transition) occupent près de 4 millions de kilomètres carrés. On estime qu'en 1977 moins de 2 % de ces forêts avaient été déboisées. L'occupation massive de la région débute au début des années 70 et ses effets en termes de déforestation se font sentir à la fin de la décennie et dans les années 1980 : entre 1977 et 1988, près de 6 % de la forêt amazonienne brésilienne est abattue. La fin des années 1980 et le début des années 1990 voient le Brésil s'enfoncer dans la crise économique et les taux annuels de déboisement ont tendance à diminuer légèrement, passant de 0,5 % en 1988 à 0,4 % en 1993. En 1994, les déboisements s'intensifient (0,8 %) mais les années suivantes marquent le retour à des taux moyens de 0,4 à 0,5 % par an. On peut donc estimer qu'environ 13 à 14 % des forêts de l'Amazonie brésilienne ont été déboisées à ce jour<sup>1</sup>. Cette moyenne masque en réalité des disparités régionales considérables : l'arc sud-est (les États du Rondônia et du Mato-Grosso, le sud de l'État du Para, l'État du Tocantins et l'Ouest de l'État du Maranhão) est plus touché, avec des taux de déforestation compris entre 14 et 70 %, alors que l'extrême ouest, le centre, et le nord (les États de l'Acre, de l'Amazonas, du Roraima et de l'Amapa) ne sont déboisés qu'à 2 ou 3 %.

Les régions les plus déboisées sont celles qui ont été colonisées à partir des années 1970 et constituent ce que l'on appelle les fronts pionniers,

---

\* UMR 5036, 146 rue Léo Saignat, 33076 Bordeaux Cedex

<sup>1</sup> Ces estimations s'appuient sur les données de l'Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais (INPE), organisme brésilien chargé d'évaluer le déboisement brut de l'Amazonie. Notons que les images du satellite Landsat utilisées ne permettent pas de déceler les déboisements inférieurs à 6,25 hectares, ce qui exclut la plus grande partie des défrichements réalisés par les petits agriculteurs lors des deux premières années d'installation.

c'est-à-dire les parties du territoire brésilien en cours d'occupation et d'intégration à la société nationale. Les principales activités responsables des défrichements, mis à part la construction des routes et des infrastructures nécessaires à l'exploitation des gisements miniers, sont l'exploitation forestière, l'élevage bovin et l'agriculture. Si les grands éleveurs étaient responsables d'environ 80 % des défrichements jusqu'au milieu des années 1980, leur part a progressivement diminué avec la suppression des aides de l'État et le renchérissement du crédit. Cependant, ce mouvement a été compensé par l'augmentation des coupes réalisées par les exploitants de bois et les petits agriculteurs (Lena, 1991). C'est à cette dernière catégorie d'acteurs que nous allons nous intéresser ici pour essayer de comprendre comment s'organisent les groupes humains qui s'installent sur les fronts pionniers et dans quelle mesure les caractéristiques de la vie sociale dans les zones de colonisation agricole alimentent les dynamiques d'occupation de l'espace qui contribuent au déboisement de la forêt.

### **La colonisation agricole de la forêt amazonienne**

Ce n'est qu'au XVII<sup>e</sup> siècle que l'Amazonie est atteinte de manière significative par les Portugais, d'une part par des aventuriers à la recherche d'or et d'esclaves indiens, d'autre part par les militaires et les missionnaires qui fondent des forts et des missions le long des fleuves et des rivières où se concentrent peu à peu les nouveaux arrivants et les Indiens détribalisés. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Jésuites sont évincés et le Marquis de Pombal met en place une politique de développement des activités agricoles dont les effets resteront limités à cause notamment de l'immensité de la région, de la longueur des temps de transport et des faibles densités démographiques. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le boom du caoutchouc amène 300 000 Nordestins mais contribue également au déclin des activités agricoles : les agriculteurs partent travailler sur les domaines d'hévéas et l'essentiel des denrées alimentaires est importé d'autres régions brésiliennes ou même d'Europe. À partir de 1920, le déclin de l'économie du latex plonge la région dans une léthargie d'où elle ne ressortira que brièvement pendant la seconde guerre mondiale lorsque les Alliés, coupés de leurs sources d'approvisionnement d'Asie du sud-est, auront à nouveau besoin du caoutchouc amazonien.

Le vaste programme d'occupation de l'Amazonie mis en place à la fin des années 1960, diffère des tentatives précédentes par l'ampleur des moyens engagés et par l'abandon du schéma de peuplement le long des fleuves. Les routes nord-sud qui sont construites visent à drainer les marchandises vers les régions les plus développées du pays tandis que la transamazonienne doit permettre aux habitants du Nordeste de venir peupler

l'Amazonie. Des colonies agricoles sont mises en place le long des routes par les agences du Gouvernement Fédéral et les colons reçoivent des aides à l'installation. Cependant, après quelques années, les programmes de colonisation publique sont interrompus et les nouveaux arrivants s'installent de façon spontanée, sans aucun encadrement. Le mouvement d'occupation de grandes propriétés par des paysans sans terre, déjà important dans d'autres régions du pays, se développe alors en Amazonie, notamment dans le sud-est du Para où les terres les plus proches des voies de communication ont déjà été appropriées par des éleveurs venus du sud du pays.

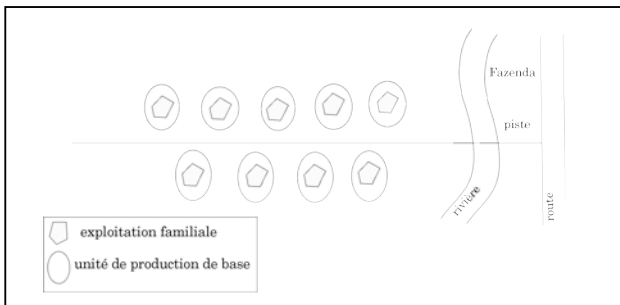
Les termes utilisés pour qualifier les protagonistes de ces occupations de terre, la manière dont eux-mêmes se définissent, sont très variables : "envahisseurs", "*posseiros*" ("ayants droit" à la terre), "colons", "agriculteurs" et, plus récemment, "paysans sans terre". Si ces différences de vocabulaire reflètent des nuances entre diverses situations, elles révèlent surtout un processus de construction identitaire à travers lequel ces populations essaient d'obtenir une reconnaissance et l'accès à ce qu'il est convenu d'appeler la participation politique. Le montant des crédits consacrés par le Gouvernement Fédéral à l'indemnisation des grands propriétaires dont les terres ont été occupées ou à l'achat de terres en vue de leur redistribution peut en effet varier en fonction de l'impact politique de ces mesures et donc de l'image des bénéficiaires. Il n'est donc pas indifférent pour ces derniers d'apparaître comme des producteurs potentiels, des pères de famille désireux de s'installer durablement sur un lot de terre qu'ils travailleront et non comme des opportunistes prompts à envahir le bien d'autrui pour le revendre par la suite. Une fois installées sur les terres occupées, ces populations parviennent-elles à se constituer en véritables communautés paysannes ?

### **La nature paysanne de l'agriculture familiale amazonienne en question**

Le terme paysan appliqué aux colonies agricoles amazoniennes n'est pas sans ambiguïté. S'il se réfère à une expérience professionnelle, il renvoie aussi à des relations sociales particulières : d'une part, les unités économiques paysannes présentent un caractère familial, d'autre part, la société paysanne est connectée au marché et, par-là, aux centres de l'économie capitaliste (Chayanov, 1966). S'il s'agit d'une société paysanne, les colonies agricoles des fronts pionniers amazoniens, composées de quelques dizaines à plusieurs centaines de familles d'agriculteurs, peuvent donc être représentées schématiquement comme la juxtaposition d'exploitations agricoles, installées sur des lots d'environ 50 hectares, relativement autonomes et directement reliées au marché. La famille paysanne serait

ainsi l'unité de production de base (figure 1). Toutes ces familles seraient confrontées de la même manière aux difficultés de reproduction de leur vie matérielle, d'approvisionnement en marchandises et de commercialisation du produit de leur travail. Certains auteurs ont d'ailleurs considéré le paysanat brésilien des fronts pionniers comme homogène et ont négligé les phénomènes de différenciation économique et sociale internes pour s'intéresser davantage à la domination exercée sur lui par d'autres groupes sociaux (Martins, 1975 ; Foweraker, 1982). Bien entendu, le monde rural des fronts pionniers amazoniens peut être perçu à partir de l'opposition entre l'agriculture familiale et le *latifundia* d'élevage bovin. Et il est vrai que coexistent deux mondes très contrastés, notamment par le mode de vie, entre le *posseiro* à la limite de la survie et le grand propriétaire absentéiste.

Figure 1 : La famille paysanne comme unité de production de base



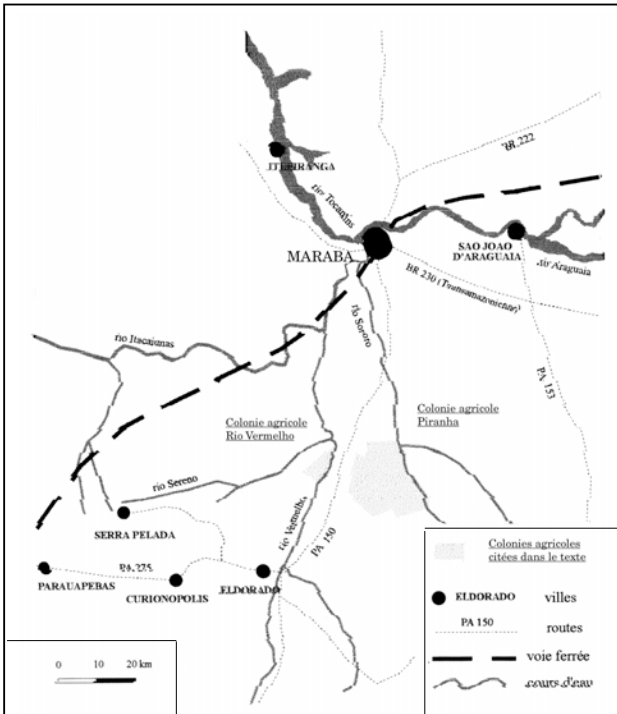
Cependant, en étudiant les relations sociales au sein des colonies agricoles, on découvre, entre les agriculteurs, des phénomènes de différenciation sociale très intéressants ; ces différences sont moins fortes, bien entendu, qu'entre les grands propriétaires de *fazendas* et leurs employés, mais les formes de domination et d'exploitation que l'on peut observer entre les petits agriculteurs eux-mêmes ne semblent pas fondamentalement différentes, dans leur principe (mais non dans leur violence), de celles que l'on peut observer dans les grandes fazendas de la région.

Dans les colonies agricoles récemment formées par les agriculteurs au milieu de la forêt, des différences économiques et sociales apparaissent rapidement : certaines exploitations végètent alors que d'autres se développent. Dans la région de Maraba, au sud-est de l'État du Para, l'accumulation se mesure en surfaces défrichées et cultivées (manioc, riz, maïs, banane), mais surtout en quantité de pâturages et de têtes de bétail. Le développement d'une exploitation agricole dépend avant tout de la quantité de travail qui peut y être appliquée. Des inégalités de départ existent ainsi entre les familles qui disposent d'une main d'œuvre

Carte 1 : L'Amazonie brésilienne



Carte 2 : La région de Marabá



familiale nombreuse et les autres. Mais c'est surtout autour du contrôle de la circulation des marchandises en provenance du marché et des biens agricoles produits dans la colonie que la vie sociale va se structurer.

Au début des années 1990, dans la région de Maraba, l'occupation spontanée de terres privées ou publiques par des agriculteurs sans terre se faisait de deux manières : soit un groupe se constituait pour occuper une grande propriété en espérant que l'intervention du gouvernement leur éviterait un conflit trop long et trop violent avec les propriétaires ; soit les prétendants à la terre apprenaient qu'une zone avait été désappropriée par les pouvoirs publics et ils s'y installaient sans attendre la distribution des lots par les organismes responsables. À quelques nuances près, les deux types de scénarios d'accès à la terre conduisent à des formes d'organisation sociale similaires (Picard, 1998).

### **L'émergence d'un leader lors d'une occupation conflictuelle**

La *fazenda* Piranha était une grande propriété de plus de 10 000 hectares constituée de plusieurs châtaigneraies où l'on récoltait encore les noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*) mais qui étaient peu à peu remplacées par des pâturages destinés à l'élevage bovin. Le domaine se trouve au milieu du "polygone des châtaigneraies du Tocantins", une zone d'un million sept cent mille hectares qui se situe à l'ouest du fleuve Araguaia et au sud de la ville de Maraba, dans le sud-est de l'État du Para, en Amazonie orientale. Depuis les années 1960, l'exploitation du bois, l'élevage, l'agriculture, la construction de routes et l'expansion des villes, ont conduit au déboisement d'environ 45 % de la forêt dans ce polygone. De ce fait, la production de noix du Brésil de la micro-région de Maraba, supérieure à 80 000 tonnes en 1928, atteignait à peine 4000 tonnes en 1985 (IDESP, 1992).

L'occupation dura plusieurs années au cours desquelles des tueurs engagés par les propriétaires mais aussi quelques occupants trouvèrent la mort. Ces derniers étaient pour la plupart d'anciens chercheurs d'or qui n'avaient pas fait fortune - les plus nombreux - et qui s'étaient installés à Curionopolis ou à Eldorado, donnant à ces deux villes l'aspect de véritables favelas rurales. Ils s'employaient quelques mois par an dans les grandes propriétés d'élevage bovin de la région, pour le nettoyage des pâturages, un travail pénible et mal rémunéré qui demandait une main d'œuvre abondante et peu qualifiée. Certains plantaient un peu de riz chez un agriculteur auquel ils remettaient une partie de la production en échange. D'autres trouvaient un emploi précaire dans le bâtiment ou parvenaient à s'insérer dans le secteur du commerce de détail, faisant du porte-à-porte à l'aide d'une brouette. La plupart connaissaient des périodes d'inactivité plus ou moins longues.

Les propriétaires de la *fazenda* étaient de grands éleveurs de bétail de l'État nordestin du Pernambouco où ils résidaient habituellement, à environ 2000 kilomètres de la région de Maraba. Ils avaient acheté cinq immeubles fonciers à des exploitants traditionnels de la noix du Brésil, une de ces familles qui avaient "domestiqué" la région de Maraba, notamment en chassant les Indiens.

Pendant le conflit, entre 1988 et 1991, des commerçants et des exploitants forestiers propriétaires de scieries avaient fourni des vivres aux occupants. À la fin du conflit, Lévi, un des leaders du mouvement d'occupation, exigeait de chaque famille d'agriculteurs qu'elle vende les arbres de son lot de manière exclusive à un exploitant forestier qui leur avait fourni de la nourriture pendant le conflit. Bien sûr, les prix étaient fixés bien en deçà du cours du bois dans la région. Ce leader distribuait également des lots de terre et expulsait les agriculteurs récalcitrants. Cet homme disposait donc d'un pouvoir énorme. Pour la plupart des occupants, il était celui qui leur avait donné la terre et leur reconnaissance était sans limite. Il était à la fois le distributeur de nourriture et le distributeur de terres, capable de résoudre ainsi leurs deux principaux problèmes. Dans leurs représentations, il occupait confusément la place du bon patron, celui qui aide et protège. Et il jouait très bien son rôle : il donnait des conseils aux uns, demandait des nouvelles de la santé de tel autre, etc. Mais pour ceux qui refusaient de donner leurs arbres, il apparaissait comme un chef arbitraire et violent. Or, au fin fond de la forêt, les représentants de la loi sont totalement absents. Le leader des occupants, tout comme le grand propriétaire sur ses terres, dispose ainsi du pouvoir de protéger, mais également de punir, et souvent de manière très brutale.

Leader incontesté, Lévi n'avait eu aucun mal à s'adjuger les meilleures terres de la *fazenda*, notamment celles qui étaient déjà couvertes de pâturages. Il aurait pu également obtenir facilement des journées de travail de ses voisins reconnaissants et devenir ainsi un éleveur prospère, voire un chef politique local, mais ses ambitions se sont éteintes de manière tragique lors d'une autre invasion, quelques mois plus tard.

### **La structuration des colonies agricoles autour des commerçants**

Le domaine sur lequel a été fondée la colonie agricole Rio Vermelho se trouve également dans le "polygone des châtaigneraies du Tocantins". Désapproprié avant l'arrivée des agriculteurs, ses 3 500 hectares furent rapidement occupés par une centaine de familles pour la plupart originaires des environs de Maraba.

En 1992, la colonie comptait quatre agriculteurs-commerçants. À leur arrivée, en 1988, trois d'entre eux avaient amené quelques voisins,

connaissances, parents ou amis ainsi qu'un stock de marchandises : huile, sucre, sel, savon, haricots, riz, farine de manioc, etc. Deux possédaient un bateau. Les futurs clients avaient généralement choisi leur lot à proximité de celui qui allait leur avancer ses marchandises à crédit. Or, quatre ans après leur arrivée, les quatre agriculteurs-commerçants de Rio Vermelho employaient, occasionnellement ou en permanence, de la main d'œuvre extra-familiale : voisins, travailleurs permanents habitant chez eux (*moradores*) ou travailleurs temporaires venus de l'extérieur pour la récolte du riz ou d'autres travaux. Leurs exploitations agricoles étaient plus développées que celles de leurs clients.

À leur arrivée à Rio Vermelho, ceux qui étaient seuls et n'avaient pas pu s'approvisionner à crédit au magasin d'un commerçant avaient dû défricher, planter, construire leur cabane et sortir de la colonie pour travailler à l'extérieur afin de nourrir leur famille en attendant la première récolte de riz ou de noix du Brésil si leur lot en était pourvu. Lorsqu'un commerçant avance des aliments, des marchandises, il offre donc une alternative : il permet au colon de rester sur son lot, de travailler davantage et, si tout va bien, d'obtenir une récolte plus importante.

Les commerçants ont immobilisé du capital, se sont démenés pour aller en ville constituer leur stock, prévoyant des quantités suffisantes pour que personne ne manque de rien dans la colonie durant la saison des pluies, lorsque l'accès à la route devient plus précaire. La marge de 50 % qu'ils prennent, en moyenne, sur l'huile, le sel ou le café qu'ils avancent à leurs voisins, est censée couvrir leurs frais de transport et rémunérer le temps qu'ils consacrent à leur activité commerciale. L'inflation, de 20 à 30 % par mois à l'époque des enquêtes, est compensée par le système de la "vente au prix du jour" : chaque fois qu'ils vont en ville, les commerçants de la colonie réajustent leurs prix. Ce sont eux qui se rendent le plus souvent en ville, mais d'autres se déplacent également : les informations, parfois contradictoires, nourrissent alors les fréquentes discussions sur ce sujet. Les prix de tel ou tel commerçant sont ainsi jugés excessifs ou raisonnables.

Mais l'objectif des commerçants n'est pas tant de faire des bénéfices sur ces marchandises que de s'assurer l'accès aux denrées agricoles produites par les colons. En effet, c'est lors de la revente de ces denrées qu'ils vont réaliser l'essentiel de leurs bénéfices.

En 1992, 20 à 30 % de la production de riz de la colonie Rio Vermelho (soit environ 500 sacs de 60 kg) était engagée auprès des commerçants locaux à travers les mécanismes de prêt de riz, d'achat de la récolte sur pied ou de vente de marchandises à crédit. Ces mécanismes permettent aux commerçants de disposer d'un stock de riz obtenu à bas prix, dans des conditions où la liberté du vendeur était réduite : d'une part, il avait besoin de numéraire, éventuellement pour aller en ville se soigner ou d'un crédit pour obtenir les quelques produits manufacturés indispensables à

sa survie, d'autre part, il n'avait pas le choix de la date et du moyen de paiement. En effet, un accord tacite lie l'agriculteur qui a accepté les avances de marchandises à celui qui l'a aidé au début de son installation. Il n'est pas libre de commercialiser lui-même sa production. Il est en effet très mal vu d'aller vendre ses produits à un tiers et de revenir payer ses dettes avec l'argent ainsi obtenu. Un tel comportement provoque généralement le refus de tout crédit ultérieur de la part du commerçant, voire de tous les commerçants de la colonie. En cas de difficultés, le client se retrouve alors sans protecteur.

L'agriculteur-client doit donc rembourser sa dette en nature, généralement en riz, et ceci au moment de la récolte. Or, entre la récolte et la période de soudure, le prix du riz augmente progressivement sur le marché régional, à Marabá. Les commerçants vont donc pouvoir réaliser leur bénéfice soit en transportant le riz de la colonie jusqu'à Maraba, soit en le stockant en attendant l'augmentation des prix.

Une catégorie de colons plus aisés est donc en voie d'émergence au sein des colonies agricoles de la frontière amazonienne. Cette dynamique de différenciation économique et sociale interne aux colonies agricoles avait été identifiée par d'autres chercheurs (Moran et Fleming-Moran, 1978) mais leurs explications du phénomène restaient insuffisantes. Distinguant, dans une colonie de la région d'Altamira, les colons qui occupent la place de patrons et ceux qui occupent celle de clients, Emilio Moran et Millicent Fleming-Moran expliquaient la réussite des premiers par leur capacité à prendre des initiatives, à gérer leurs ressources et à administrer leur exploitation de manière rationnelle. Au contraire, les colons clients se retrouvaient en situation de dépendance et ne parvenaient pas à progresser économiquement parce que, ayant toujours travaillé pour des patrons, ils avaient tendance à solder leurs dettes avec des produits et à créer une relation de crédit-débit dans les magasins ; de ce fait ils acquièrent peu d'expérience dans l'administration de leurs ressources financières. Les auteurs expliquent ainsi l'échec des colons clients par leur manque d'initiative personnelle, une carence elle-même liée au fait qu'ils sont accoutumés à un environnement qui stimule la dépendance. Ces remarques viennent à peine tempérer une analyse où les colons apparaissent comme autant d'individus isolés les uns des autres et dont la réussite dépend avant tout de leurs aptitudes et comportements finalement sanctionnés par les mécanismes concurrentiels du marché. Or si les expériences passées des colons et notamment le type de relations sociales dans lesquelles ils étaient insérés représentent des éléments importants permettant de comprendre la reproduction de relations de dépendance, il faut avant tout souligner que les colons clients ne sont pas en relation directe avec le marché : ce sont leurs voisins commerçants qui contrôlent leur accès au marché, jouant ici, d'une certaine façon, le même rôle que Lévi, le leader de l'occupation de la

*fazenda* Piranha dont nous avons parlé plus haut. Patrons et clients ne sont donc pas confrontés de la même manière aux mécanismes du marché et c'est dans la relation entre les deux catégories qu'il faut rechercher l'origine ou tout au moins la perpétuation de la différenciation sociale. Les colons qui occupent la place de patron sont en fait des intermédiaires entre les colons clients et le marché et c'est de cette fonction qu'ils tirent leurs avantages. Ils ont certes pu occuper cet espace du fait d'une situation dont ils ne sont pas responsables - la précarité des familles clientes et l'éloignement - mais ils ont choisi ces situations particulières dans l'espoir de pouvoir s'insérer entre clients et marché et de pouvoir imposer leurs règles dans les échanges économiques avec les premiers. Car sur le marché, ces intermédiaires n'ont pas la possibilité d'accroître leurs marges ; ils sont eux-mêmes soumis à la pression de leurs fournisseurs et de leurs acheteurs.

La famille paysanne ne doit donc pas *a priori* être considérée comme l'unité de production de base dans ces colonies agricoles amazoniennes puisque de nombreuses familles d'agriculteurs vivent dans la dépendance d'un commerçant. L'agriculteur-client est différent du paysan autonome classique puisque son créancier intervient dans ses choix : il peut lui demander de travailler sur son exploitation, voire lui imposer de planter telle ou telle culture sur la sienne. L'unité de production de base semble donc plutôt être constituée par l'ensemble que forment le commerçant et ses clients. Il nous reste maintenant à essayer de qualifier ces formes d'organisation sociale basées sur la protection et la dépendance.

### **La reproduction de formes d'organisation sociale de type paternaliste**

Les transactions entre le commerçant et ses clients prennent l'apparence d'un échange économique de type marchand : vente de marchandises à crédit, achat de la récolte. Cependant, ces échanges économiques ne représentent qu'une dimension de la relation globale entre les deux parties. Ils ne peuvent être séparés de la relation sociale. L'avance de marchandises crée un sentiment de reconnaissance ; elle est présentée et perçue comme une faveur personnelle (Musumeci, 1988). L'expectative de pouvoir compter sur de nouvelles avances si besoin est, pèse également sur les conditions de l'échange. L'attente de protection que le marchand peut, en principe, assurer grâce à ses relations supposées ou réelles à l'extérieur de la colonie, met le client dans une position de dépendance, une position de faiblesse pour négocier les prix. Nous sommes donc en présence, ici, d'un rapport social multidimensionnel, mais également exclusif et inégal.

Le caractère exclusif, bilatéral ou dyadique de la relation sociale implique que le commerçant ne peut être en rapport qu'avec un nombre limité d'individus, mais surtout que les clients sont isolés les uns des autres : "ils ne sont pas en interaction véritable et n'ont pas conscience d'un intérêt commun" (Médard, 1976). L'inégalité de la relation signifie qu'avant tout échange, les deux individus se font face et ne sont pas égaux ; ils n'ont pas le même besoin de l'autre, ce qui sera la base de leur échange. Bilatéralité et inégalité définissent ce lien social comme vertical. Etant également multidimensionnelle, la relation entre agriculteurs-clients et commerçants représente une forme de rapport social du type "patron-client" ou encore "rapport de clientèle". Personne ne nie la dépendance et la domination que comportent de tels rapports sociaux, cependant, certains auteurs considèrent qu'ils n'impliquent pas forcément l'exploitation des clients par les patrons. Scott considère que l'important [pour la pérennité de la relation], c'est le degré de satisfaction des clients ; en d'autres termes, la légitimité : "Quand le rapport de dépendance est ressenti comme légitime, on peut, à première vue, estimer qu'il n'y a pas exploitation" (Scott, cité par Médard, op. cit., p. 113). Or, cette affirmation est contestable, au moins dans sa formulation. La définition de l'exploitation comme simple "inégalité des échanges" doit tout d'abord être précisée. L'exploitation au sens marxiste, procède de la simple différence entre la valeur marchande du produit du travail et celle des biens indispensables à la survie des travailleurs : c'est d'ailleurs la condition de l'accumulation du patron. Le fait que les partenaires ressentent le rapport de dépendance comme légitime n'exclut pas qu'il y ait exploitation. La légitimité, liée à un sentiment de justice - ce qui n'exclut pas le sentiment d'exploitation mais compensé par d'autres avantages, souvent de nature différente - et l'exploitation ne relèvent pas des mêmes registres de la réalité sociale. La légitimité se construit à partir de représentations, d'images, de valeurs et de croyances enracinées dans une histoire collective : elle relève de l'imaginaire social. L'exploitation, elle, s'inscrit dans le registre du réel. Les échanges au sein des colonies agricoles amazoniennes conduisent à une accumulation économique des commerçants, une accumulation directement liée à l'appropriation du surtravail des clients (Picard, op. cit.). Il s'agit donc bien d'un dispositif d'exploitation. Cependant, la fiction marchande et la représentation des commerçants comme des protecteurs, alimentent un imaginaire social favorable au déni de l'exploitation. Celui qui aide peut en effet difficilement être perçu en même temps comme un exploiteur. Le client peut bien se représenter l'échange global comme bénéfique pour lui, cela n'a aucune incidence sur le fait qu'il est exploité. Ce qu'il importe de noter, c'est que, dans le rapport patron-client, la légitimité signifie que l'échange - considéré dans sa multidimensionnalité - n'est pas perçu comme inégal, que la relation n'est pas vécue comme une relation d'exploitation.

Les agriculteurs des fronts pionniers amazoniens, habitués à un certain niveau de protection patronale dans leur région d'origine, peuvent d'ailleurs être déçus par le comportement de certains commerçants moins enclins à assumer leur rôle de patrons. La légitimité de ces derniers, et donc leur capacité à obtenir de leurs clients les services et la soumission qu'ils en attendent, s'en trouvent entamées. Les clients deviennent alors moins fidèles, s'adressent à plusieurs commerçants et font jouer la concurrence entre ces derniers. À leur tour, les commerçants se sentent de moins en moins responsables de la survie et du bien-être de leurs clients. C'est là un des changements importants par rapport aux rapports sociaux qui prévalaient sur les domaines d'hévéas.

Cantonnés au cœur de la forêt sur les domaines de leurs patrons, les collecteurs de caoutchouc recevaient leur approvisionnement des mains de ces derniers qui se chargeaient ensuite d'écouler la production sur le marché selon le système de l'*aviamento*<sup>2</sup>. L'analyse des échanges entre les collecteurs de caoutchouc et leurs patrons, telle qu'elle a été proposée par Christian Geffray (1995), a permis de mettre en évidence leur nature non-marchande. Les patrons du caoutchouc étaient en effet les seuls intermédiaires entre les collecteurs et le marché. De ce fait, ils étaient en mesure de fixer unilatéralement les prix des provisions et du caoutchouc que les collecteurs étaient censés leur vendre pour rembourser leur dette. L'échange des provisions contre le caoutchouc revêtait une apparence marchande mais les prix n'étaient pas fixés par le marché. En majorant le prix des approvisionnements et en baissant le prix du caoutchouc, les patrons des sentiers d'hévéas pouvaient maintenir les collecteurs en situation de débiteurs. Cette fiction marchande permettait ainsi d'entretenir la confusion quant à l'origine et la nature de l'exploitation dont étaient victimes les collecteurs de caoutchouc : les prix du marché, le coût du transport ou leur rendement trop faible pouvaient être invoqués. Illettrés pour la plupart, les collecteurs écoutaient les explications d'un homme qu'ils considéraient avec respect, parfois même avec gratitude puisqu'il continuait à leur fournir des provisions malgré leur incapacité à rembourser leur dette.

Aujourd'hui encore, certains grands propriétaires ou leurs gérants font le tour des cabarets et des petites pensions des villes voisines ou dans les régions les moins dynamiques du Nordeste et paient les dettes des travailleurs. Ces derniers sont ensuite emmenés en camion jusqu'à la fazenda. Recrutés de cette manière sur la base de promesses de salaires relativement élevés, ces travailleurs ruraux se retrouvent isolés dans des *fazendas* immenses, surveillés par des hommes armés, mal nourris et astreints à de longues journées de travail pour rembourser les dettes ou le voyage payés par le patron. S'ils veulent améliorer leur alimentation, ils n'ont d'autre ressource que la cantine de la *fazenda* et leur dette augmente.

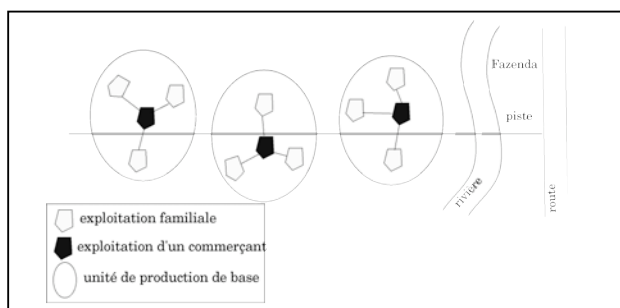
---

<sup>2</sup> En Amazonie, le terme *aviar* signifie "fournir des marchandises à crédit". L'*aviamento* est un système de crédit informel que l'on trouve dès l'époque coloniale mais qui s'est consolidé à l'époque du caoutchouc.

Les agriculteurs des fronts pionniers amazoniens sont donc confrontés au même dispositif que les collecteurs de caoutchouc ou les employés temporaires des *fazendas*. Sous couvert d'aide et de protection qui rappellent les pratiques paternalistes du début du XX<sup>e</sup> siècle européen, les dominants (patrons des domaines d'hévéas, grands propriétaires de *fazendas* ou, plus modestement, commerçants des colonies agricoles amazoniennes) deviennent les seuls intermédiaires entre les dominés et le marché. Ils se constituent ainsi des marchés captifs (Geffray, 1995) qui leur permettent d'extraire la valeur marchande du produit du travail des dominés tout en masquant le mécanisme de l'exploitation.

L'unité de production de base des colonies agricoles amazoniennes peut donc être qualifiée de paternaliste au regard des formes de domination et d'exploitation qui caractérisent ce système original. L'espace des colonies agricoles peut ainsi être représenté schématiquement comme la juxtaposition d'une série d'étoiles : le centre de l'étoile serait l'exploitation agricole du commerçant et chacune des branches conduirait à celle d'un de ses clients (figure 2).

Figure 2 : Les unités de production paternalistes



Au niveau des colonies agricoles, les commerçants sont aussi des agriculteurs, généralement les plus aisés, mais ils ne sont que des intermédiaires, le premier maillon d'une chaîne qui aboutit aux négociants installés en ville. Ces négociants transforment les produits agricoles et les mettent sur le marché. Or, à ce niveau également, on constate une tendance à la monopolisation. À l'échelle de la ville de Maraba (plus de 100 000 habitants), le marché de la transformation du riz par exemple est entre les mains de quelques grands négociants qui sont en position de peser sur les prix et de reconstituer, dans une certaine mesure, une forme de marché captif.

La vie politique locale n'est pas épargnée par les relations patron-client : les richesses en jeu ne sont plus alors des produits naturels, des produits

agricoles ou du temps de travail, mais une manne publique, des subventions, des contrats publics, des équipements et des services publics, des emplois et des salaires. Les intermédiaires qui parviennent à contrôler un groupe de population lors d'une occupation de terre par exemple, en zone rurale ou urbaine, peuvent être élus au conseil municipal ou contribuer à l'élection d'un tiers qui pourra ensuite manifester sa reconnaissance. C'est ce fonctionnement du système politique qui est souvent qualifié de clientéliste ou patrimonialiste : le patrimoine public est utilisé pour remercier des électeurs dûment identifiés.

Pour autant, les relations sociales dans les colonies agricoles amazoniennes ne sont pas figées. Les formes de domination et d'exploitation analysées ici ne sont pas immuables : elles peuvent changer et sont déjà en cours de transformation.

### **Rapports sociaux paternalistes, déforestation et changement social.**

Nous avons vu comment les rapports sociaux paternalistes conduisent à l'endettement des agriculteurs-clients et à l'accumulation économique des commerçants. Lorsqu'un client n'obtient pas une récolte suffisante pour rembourser sa dette, il peut travailler sur les terres de son créancier : ici encore, l'exclusivité de la relation conduit à établir un taux de rémunération du travail minimum. Si la situation perdure, le client peut vendre sa terre et partir soit en ville, soit dans une autre zone de front pionnier où il pourra occuper une nouvelle terre. Il lui faudra alors défricher, construire une maison et sera confronté aux mêmes difficultés d'approvisionnement et d'écoulement de sa production. Mais s'il dispose d'un petit capital provenant de la vente de son exploitation, il pourra à son tour se positionner comme intermédiaire entre ses voisins et le marché.

On comprend ainsi, au-delà de l'arrivée de nouveaux colons en provenance d'autres régions brésiliennes, comment se reproduit la frontière agricole amazonienne. Il faut bien sûr également tenir compte du problème de l'avenir des enfants. Sur les quatre ou cinq enfants que comptent en moyenne les familles d'agriculteurs des fronts pionniers amazoniens (Arnauld de Sartre, 1999), combien resteront dans l'agriculture ? L'exploitation familiale sera-t-elle partagée ou partiront-ils déboiser à leur tour de nouvelles portions de la forêt amazonienne ?

En ce qui concerne les fronts pionniers actuels, on observe une tendance à la reconcentration foncière après quelques années d'occupation. Les agriculteurs commerçants sont les premiers bénéficiaires puisque leur position de créancier leur permet de racheter les terres de leurs clients

trop endettés. De nouveaux arrivants achètent également plusieurs petites exploitations afin de constituer de moyennes *fazendas* d'élevage bovin. Dans tous les cas, il est rare que se reconstituent d'immenses propriétés à l'emplacement de ces colonies agricoles. Le paysage socio-spatial se caractérise plutôt par la coexistence de moyennes exploitations consacrées à l'élevage bovin et de petites fermes polyvalentes.

Une autre tendance du changement social est la multiplication des opportunités de commercialisation avec l'amélioration des voies de communication. Les différences de prix d'achat au producteur entre les colonies agricoles s'expliquent par les variations du coût du fret (distance), mais également par les circuits de commercialisation propres à chaque localité, eux-mêmes directement liés aux facilités d'accès (de Reynal et alii, 1997). L'étude citée distingue les localités (ou colonies agricoles) inaccessibles par route carrossable ou par voie d'eau, celles qui sont desservies par la route uniquement en saison sèche et enfin celles qui sont accessibles tout au long de l'année. La construction de ponts et l'adjonction de gravier sur les pistes attirent de nouveaux commerçants qui viennent ainsi concurrencer les intermédiaires locaux en proposant des prix plus attractifs aux producteurs. Les possibilités d'accumulation des exploitants s'en trouvent améliorées.

Enfin, la présence des syndicats de travailleurs ruraux dans certaines colonies agricoles, favorise l'émergence de formes de coopération de type mutualiste. Syndicats et associations de producteurs bénéficient de l'appui de l'Église catholique progressiste et d'organisations non-gouvernementales qui se consacrent à l'éducation populaire ou à l'aide à la petite agriculture familiale. Ces réseaux d'aide à l'agriculture familiale stimulent les innovations techniques et permettent aux agriculteurs d'échapper aux mécanismes d'endettement qui leur enlèvent toute autonomie. Ils viennent concurrencer les réseaux paternalistes des commerçants qui essaient parfois de s'y faire une place de manière à conserver leur position.

Les ONGs brésiliennes ou étrangères, mais également les programmes brésiliens ou internationaux qui interviennent pour aider l'agriculture familiale amazonienne doivent donc analyser l'impact de leurs projets sur les rapports sociaux : vont-ils contribuer à maintenir ou même renforcer les inégalités ? Ou bien vont-ils soutenir au contraire ceux qui rencontrent les plus grandes difficultés ? Quelles résistances vont-ils alors rencontrer, notamment de la part des intermédiaires ? Un des objectifs de ces interventions doit concerner le développement de mécanismes mutualistes qui permettraient d'éviter les formes de dépendance personnelle qui restent encore très prégnantes. Il s'agirait ainsi de contribuer à une certaine modernisation de la vie sociale.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARNAULD DE SARTRE X., 1999, *Pratiques d'installation et logiques éducatives en situation de front pionnier amazonien*, mémoire de DEA, École Nationale Supérieure d'Agronomie de Toulouse (multigr.).
- CHAYANOV A. V., 1966, *The Theory of Peasant Economy*, D. Thorner, B. Kerblay et R.E.F. Smith Editors, Manchester University Press.
- DE REYNAL V., MUCHAGATA M., TOPALL O. et HEBETTE J., 1997, Des paysans en Amazonie, Agriculture familiale de développement du front pionnier amazonien, in : Théry H., *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Belin.
- FOWERAKER J., 1982, *A luta pela Terra, a economia política da fronteira pioneira no Brasil de 1930 aos dias atuais*, Zahar editores, Rio de Janeiro.
- GEFFRAY Ch., 1995, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Karthala.
- I.D.E.S.P. (Instituto de desenvolvimento economico e social do Para), 1992, *Pará Agrário*, edição especial "castanhais".
- LENA Ph., 1991, *L'Amazonie, la Recherche, le développement*, CRESTIG, Cayenne.
- MARTINS J. S., 1975, *Capitalismo e tradicionalismo*, São Paulo, Pioneira.
- MEDARD J-F., 1976, Le rapport de clientèle, du phénomène social à l'analyse politique, *Revue française de science politique*, vol. 26, n°1, pp. 103-131.
- MORAN E.F. et FLEMING-MORAN M., 1978, O surgimento de classes sociais numa comunidade planejada para ser igualitaria, *Bulletin du Musée Paraense Emilio Goeldi*, Belém.
- MUSUMECI L., 1988, *O mito da terra liberta, colonização 'espontanea', campesinato e patronagem na Amazônia Oriental*, éd. Vertice, São Paulo.
- PICARD J., 1998, *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves*, l'Harmattan, Paris.

# Travaux de la Société d'Écologie Humaine

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

*L'homme et le Lac, 1995*

*Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et mesures, 1996*

*Villes du Sud et environnement, 1997*

*L'homme et la lagune. De l'espace naturel à l'espace urbanisé, 1998*

Cet ouvrage trouve son origine dans les X<sup>e</sup> journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (Marseille, novembre 1998) organisées par la SEH, le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales et l'UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée. Elles ont bénéficié de l'appui du programme "Environnement, vie, sociétés" du CNRS et du Département "Environnement, technologies et société" de l'Université de Provence.

Les éditeurs scientifiques tiennent à remercier : Patrick Baudot (Université de Provence, Marseille), Edmond Dounias (IRD, Montpellier), Alain Froment (IRD, Orléans), Annette Hladik (CNRS, Paris), Annie Hubert (CNRS, Bordeaux), Pierre Lemonnier (CNRS, Marseille), Glenn Smith (LASEMA, Paris) et Theodore Trefon (APFT, Bruxelles) pour leur aide précieuse dans la relecture de certains manuscrits.

Cet ouvrage a été publié avec le concours financier de l'Union Européenne (programme APFT, DG Développement) et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

*Les opinions émises dans le cadre de chaque article n'engagent que leurs auteurs.*

SOCIÉTÉ D'ÉCOLOGIE HUMAINE

c/o UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée

Faculté de Médecine, 27, boulevard Jean-Moulin

13385 Marseille cedex 5

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2000

ISBN 2-9511840-5-0

ISSN 1284-5590

Tous droits réservés pour tous pays

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@wanadoo.fr

# L'HOMME ET LA FORÊT TROPICALE

**Éditeurs scientifiques**

Serge Bahuchet, Daniel Bley,  
Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de  
la Société  
d'Ecologie  
Humaine



1999